



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/11
24 février 2000

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trentième réunion
Montréal, 29-31 mars 2000

PLAN D'ACTIVITÉS DE COOPÉRATION BILATÉRALE POUR L'AN 2000

Ce document comprend:

- 1) La consolidation des plans de travail proposés par les agences bilatérales
- 2) Les plans de travail des agences bilatérales.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

Introduction/renseignements généraux

1. Le Comité exécutif a décidé de faire preuve d'une certaine souplesse au cours de l'année à laquelle se rapportent les projets bilatéraux à condition que les agences bilatérales soumettent leurs plans de travail en temps voulu au début de l'année, de façon que le Secrétariat puisse les transmettre au Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances pour examen lors des délibérations sur les plans d'activités à la première réunion de l'année du Comité.
2. Les pays suivants non visés à l'article 5 ont remis un plan de travail : l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la République tchèque et le Royaume-Uni.
3. Les plans de travail proposés révèlent que les agences bilatérales prévoient des activités dans 23 pays visés à l'article 5 au cours des trois prochaines années. Ces pays sont : le Bénin, la Bolivie, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Cuba, la Géorgie, le Ghana, la Moldavie, l'Inde, l'Iran, la Jordanie, le Kenya, le Laos, le Liban, le Mexique, le Maroc, la Thaïlande, la Syrie et le Vietnam. Certains projets seront exécutés dans le sud-est de l'Afrique et la région du Pacifique Sud et certaines activités prévues pourraient entrer en conflit avec des activités prévues dans les programmes de travail des agences d'exécution pour l'an 2000. Les donateurs bilatéraux et les agences d'exécution concernées ont été invités à résoudre les conflits possibles.
4. Les tableaux 1 et 2 présentent les activités bilatérales prévues par type d'activité. Dans le passé, la plupart des activités bilatérales ont été des activités ne portant pas sur des investissements. En 2000, 79 % des dépenses prévues des agences bilatérales sont associées à des projets d'investissement.

Tableau 1

ACTIVITÉS BILATÉRALES PRÉVUES POUR L'AN 2000 PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Type	Total (\$US)	Pourcentage du total
Investissement	9 700 000	79 %
Bromure de méthyle	160 534	1 %
Exécution du PGF	1 956 410	16 %
Assistance technique	524 032	4 %
Total	12 340 976	100 %

Tableau 2**ACTIVITÉS BILATÉRALES PRÉVUES POUR 2001 ET 2002 PAR TYPE D'ACTIVITÉ**

Type	Total (\$US)	Pourcentage du total
Investissement	6 676 325	54 %
Bromure de méthyle	4 470 000	36 %
Exécution du PGF	990 000	8 %
Assistance technique	325 000	3 %
Total	12 461 325	100 %

OBSERVATIONS SUR LES PLANS D'ACTIVITÉS

5. Le Secrétariat du Fonds a examiné les plans d'activités de tous les donateurs bilatéraux et fait part de ses observations sur plusieurs activités proposées. Cette section du document résume une partie de l'information contenue dans les plans d'activités par pays donateur.

Australie

6. Le plan d'activités de l'Australie est présenté à l'annexe I. Il indique que l'Australie évaluera ses activités bilatérales en 2000 afin de déterminer ses domaines de compétence et d'aptitudes concernant les projets d'élimination des SAO. L'Australie prévoit présenter un projet de banque et de gestion des halons en Inde en 2000 et un projet de création d'un groupe d'évaluation des utilisations essentielles des halons en 2001. Le projet de groupe d'évaluation des utilisations essentielles des halons pourrait soulever une question de politique à savoir si un tel groupe d'évaluation devrait ou non relever du projet de renforcement des institutions ou du projet de gestion d'une banque de halons. La vingt-neuvième réunion du Comité exécutif a approuvé des projets d'assistance technique pour l'examen, la préparation et l'introduction d'un code/normes nationales de prévention des incendies pour l'utilisation des technologies de remplacement des halons en Inde au coût de 88 000 \$US. La proposition comprenait initialement la création d'un groupe d'évaluation des utilisations essentielles des halons, mais ce volet du projet a été retiré car l'expert-conseil n'a pas recommandé l'intégration du groupe d'évaluation au projet.

Canada

7. Le plan d'activités du Canada (annexe II) comprend des projets de mise en œuvre de PGF au Bénin et en Bolivie, des amendements au projet de mise en œuvre d'un PGF au Burkina Faso et à Cuba, le financement d'un projet de reconversion d'un refroidisseur d'hôpital à Cuba et des études sur la consommation de bromure de méthyle en Géorgie et en Moldavie. Le Canada a également joint une liste de projets de circonstance qui pourraient être proposés en remplacement d'autres projets afin d'assurer que les 20 % des contributions du Canada alloués aux activités bilatérales soient pleinement utilisés. Les projets de circonstance non approuvés en l'an 2000 pourront être proposés de nouveau aux fins d'examen lors des années subséquentes.

8. Le Secrétariat a pris note que l'examen des lignes directrices sur les PGF à la trentième réunion pourrait avoir des incidences sur les activités prévues par le Canada pour les PGF au Bénin, en Bolivie, au Burkina Faso et à Cuba. De plus, le projet d'études sur la consommation de bromure de méthyle peut aussi soulever des questions car la Moldavie a rapporté une consommation inexistante de bromure de méthyle pour les années 1996, 1997 et 1998. Le Canada a indiqué qu'il tente d'obtenir des précisions sur l'information sur le bromure de méthyle pour ces deux pays.

République tchèque

9. La République tchèque a manifesté son intérêt à aider la Géorgie à mettre à jour son projet sur le bromure de méthyle (annexe III). Le Secrétariat a informé la République tchèque de l'intérêt du Canada à effectuer une étude sur la consommation de bromure de méthyle en Moldavie et en Géorgie dans le cadre du projet du Conseil du FEM pour d'autres pays à économie en transition.

Danemark

10. Le Danemark ne possède aucun projet bilatéral pour l'an 2000 et ne prévoit aucun projet pour 2001 et 2002 (annexe IV).

France

11. Le gouvernement de la France a proposé une liste des 12 projets en ordre de priorité qu'il prévoit proposer au cours des trois prochaines années (annexe V). Le budget indicatif de ces activités est évalué à 6,6 millions \$US (légèrement plus que les 6,27 millions \$US que représentent les 20 % de la contribution de la France pour la période 2000-2002).

12. Le Secrétariat a informé le gouvernement de la France que le Comité exécutif n'a approuvé les projets de remplacement des refroidisseurs que lorsqu'ils faisaient l'objet de prêts à des conditions de faveur, comme ce fut le cas en Thaïlande et au Mexique. Il est donc possible que les projets de remplacement des refroidisseurs en Côte d'Ivoire (3 millions \$US) et au Vietnam (800 000 \$US) soulèvent des questions de politique. Le Secrétariat a également indiqué que l'élimination des SAO dans la fabrication de pièces de haute tension en Chine devrait être examinée dans le cadre de la stratégie du secteur des solvants de la Chine qui est examinée actuellement par le Comité exécutif.

Allemagne

13. Le gouvernement de l'Allemagne a présenté une liste des 14 projets qu'il compte proposer au cours des trois prochaines années (annexe VI) dont huit qui seront proposés en 2000. L'Allemagne a joint une liste des projets de circonstance qui peuvent être proposés en remplacement d'autres projets afin d'assurer que les 20 % des contributions de l'Allemagne alloués aux activités bilatérales soient pleinement utilisés. Les projets de circonstance non approuvés en l'an 2000 pourront être proposés de nouveau aux fins d'examen lors des années subséquentes.

14. Le Secrétariat a pris note que l'examen des lignes directrices sur les PGF à l'ordre du jour de la trentième réunion pourrait avoir des incidences sur les activités prévues par l'Allemagne dans le cadre des activités supplémentaires associées au PGF des 14 pays de l'est et du sud de l'Afrique et l'élaboration prévue d'une politique d'élimination chez les petits fabricants et le sous-secteur de l'entretien des appareils de réfrigération. Le Secrétariat a également présenté ses observations sur le plan de gestion d'une banque de halons proposé à la trentième réunion du Comité exécutif aux fins d'approbation.

15. Après avoir présenté son plan d'activités, le gouvernement de l'Allemagne a informé le Secrétariat qu'il ne demanderait pas d'appui financier pour la préparation de projets de reconversion dans trois usines de mousse du Brésil.

Japon

16. Le gouvernement du Japon a indiqué qu'il prévoit proposer trois projets d'activités bilatérales en 2000 (annexe VI). Deux de ces projets visent le secteur des solvants de la Chine et le troisième porte sur la création d'un centre de formation des techniciens de service en réfrigération en Chine. Le Japon n'a pas fourni d'estimation des coûts du projet de centre de formation.

Nouvelle-Zélande

17. Le gouvernement de Nouvelle-Zélande a fait connaître son intention de retenir 20 % de ses contributions de l'an 2000 afin de financer la mise en œuvre d'un programme d'élimination régional dans le Pacifique Sud (annexe VIII). La Nouvelle-Zélande n'a pas terminé la planification des activités qu'elle compte mener mais elle prévoit présenter un cours de formation pour les techniciens en réfrigération et en climatisation.

Suède

18. Le plan d'activités de la Suède (annexe IX) comprend la préparation d'une stratégie d'élimination des frigorigènes à base de CFC en Inde, un projet de coopération entre les pays importateurs et exportateurs afin de contrôler les SAO destinées à Singapour et à la Thaïlande, et une étude sur l'utilisation des agents de transformation des SAO en Chine. La liste des projets de circonstance de la Suède comprend un projet qui peut être proposé en remplacement d'autres projets afin d'assurer que les 20 % des contributions de la Suède alloués aux activités bilatérales soient pleinement utilisés. Le projet de circonstance (Stratégie d'élimination des frigorigènes à base de CFC dans le secteur des climatiseurs d'automobile en Malaisie) sera proposé de nouveau aux fins d'examen lors des années subséquentes s'il n'est pas approuvé en 2000.

19. La Suède prévoit présenter une demande pour la préparation d'une stratégie d'élimination des frigorigènes à base de CFC en Inde. Le PNUD a présenté une demande pour l'élaboration d'un PGF en Inde et le PNUE demande la somme de 90 000 \$US pour une stratégie de formation sur les politiques en Inde. L'examen des lignes directrices sur les PGF par la trentième réunion du Comité exécutif pourrait avoir des incidences sur ces activités prévues en Inde.

20. La Suède prévoit présenter un projet pilote sur la création d'une procédure de consentement préalable informé afin d'assurer que les quantités exportées soient considérées comme nécessaires par le pays importateur. Ce projet porte le titre «Projet pilote de coopération entre les pays exportateurs et importateurs visant à contrôler les SAO destinées à Singapour et à la Thaïlande». Singapour est inadmissible à un appui financier du Fonds multilatéral. La Banque mondiale prévoit proposer cette année un plan d'élimination des CFC pour la Thaïlande qui comprendra un volet d'assistance technique.

21. En ce qui concerne l'étude et l'atelier sur les agents de transformation en Chine, le Secrétariat a attiré l'attention du gouvernement de la Suède sur la décision 27/28 qui oblige les pays proposant des projets sur les agents de transformation à fournir un bilan complet du secteur recensant toutes les entreprises et précisant toutes les données de consommation et d'émission, ainsi que les entreprises pour lesquelles le pays désire obtenir un appui financier du Fonds multilatéral. De plus, le pays doit indiquer si les données pertinentes sur la consommation ont été présentées dans les rapports de consommation dont il est question à l'article 7 et si non, ses intentions et les progrès qu'il a réalisés à ce niveau. Il a aussi été noté que le Bureau de l'ozone de l'Inde a fourni ces renseignements sans appui supplémentaire du Fonds multilatéral.

22. En ce qui concerne le projet des climatiseurs d'automobile dans le secteur de la réfrigération en Malaisie, ce projet pourrait soulever des questions en raison de l'appui financier déjà accordé à la Malaisie, dont 4,9 millions \$US pour la reconversion d'une usine de fabrication des climatiseurs d'automobile à une technologie à base de HFC-134a ainsi que le projet d'élimination des CFC prévu qui sera présenté par la Banque mondiale cette année.

Royaume-Uni

23. Le gouvernement du Royaume-Uni a indiqué qu'il ne prévoit présenter aucun projet bilatéral en 2000 (annexe X). Par contre, il a indiqué la possibilité que le Royaume-Uni présente la phase 2 de son projet bilatéral avec le Mexique l'an prochain, lorsque la phase I aura été approuvée.

RECOMMANDATIONS

Le Secrétariat du Fonds recommande que le Comité exécutif, par l'entremise du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances :

1. Prenne note avec appréciation des plans de travail de coopération bilatérale proposés par l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la République tchèque et le Royaume-Uni.
2. Présente ses recommandations au Comité exécutif à la lumière des observations du Secrétariat sur l'admissibilité des activités suivantes des plans d'activités bilatérales proposés à la réunion : groupe d'évaluation sur l'utilisation essentielle des halons en Inde (Australie), projets de remplacement des refroidisseurs en Côte d'Ivoire et au Vietnam sous forme de subventions (France), projet pilote de coopération entre les pays importateurs et exportateurs visant à contrôler les SAO destinées à Singapour et à la

Thaïlande (Suède), et l'étude sur les utilisations des agents de transformation des SAO en Chine (Suède).

3. Présenter des recommandations au Comité exécutif afin de régler les problèmes possibles de chevauchement avec les projets suivants des autres agences d'exécution : a) une étude sur la consommation de bromure de méthyle en Géorgie et en Moldavie (Canada) et la mise à jour du projet sur le bromure de méthyle en Géorgie (République tchèque); b) la stratégie d'élimination des frigorigènes à base de CFC en Inde (Suède) et la demande d'élaboration d'un PGF en Inde; c) le projet des climatiseurs d'automobile en Malaisie (Suède) et le projet d'élimination en Malaisie (Banque mondiale).

